

Marc-Damase Masson, maître de poste de Beauharnois (1832-1839)

par Michel Gagné et Cimon Morin

Marc-Damase Masson, prénommé également Damase, est né à Sainte-Geneviève, sur l'île de Montréal, le 23 février 1805². Fils d'Eustache Masson et de Scholastique Pfeiffer (Payfair), Marc-Damase passe les premières années de son enfance sur la ferme familiale jusqu'en 1827 alors que le paternel déménage ses pénates à Saint-Clément-de-Beauharnois où il établit un commerce. Formé aux affaires, il se lance lui-même dans le commerce en 1829. Le 1^{er} février 1830, il se marie avec Virginie Jobin, la fille d'André Jobin, notaire, maître de poste de Sainte-Geneviève et patriote notoire.

Huit enfants naîtront de cette union : trois garçons et cinq filles. Comme tout bon citoyen, Marc-Damase s'inscrit en 1832 et devient adjudant dans le second bataillon de Beauharnois. En 1837, il est nommé juge de paix³. À la suite de sa participation dans le mouvement patriote et de la perte de ses biens, Masson vint refaire sa vie à Montréal en 1839.

Grâce à son expérience des affaires et à sa ténacité, il réussit à se hisser aux premiers rangs des hommes d'affaires de Montréal. De son épicerie de gros et détail, D. Masson & Co., on le retrouve administrateur de la Banque d'Épargne de 1846 à 1850. Le 13 décembre 1846, il est choisi comme marguillier de l'église Notre-Dame. En février 1855, le suffrage populaire lui ouvre la voie à une intrusion en politique municipale. Il siège trois ans comme échevin du quartier Saint-Laurent et, durant quelques années, il tient les rênes du comité des finances. En 1858, il poursuit sa lancée qui le mène à la présidence de la Société Saint-Jean-Baptiste et, en 1861, se joint à un groupe d'hommes d'affaires qui, sous la présidence de Hugh Allan, fonde la Banque des Marchands. Masson



Illustration 1 : Photographie et signature de Marc-Damase Masson [Source : Frank Mackey¹; signature : BAC, RG4-A1, vol. 524]

sera l'un des directeurs jusqu'à sa mort en 1878, et l'un des actionnaires les plus prisés. L'institution fut achetée par la Banque de Montréal en 1921.

Marc-Damase Masson fut également membre du conseil d'administration d'une myriade de compagnies d'assurances, dont la *North British and Mercantile Insurance Company*. Il fut aussi directeur de la Compagnie du Richelieu qui assurait le transport des marchandises sur la rivière Richelieu. Il meurt à Montréal le 23 avril 1878 à l'âge de 73 ans.

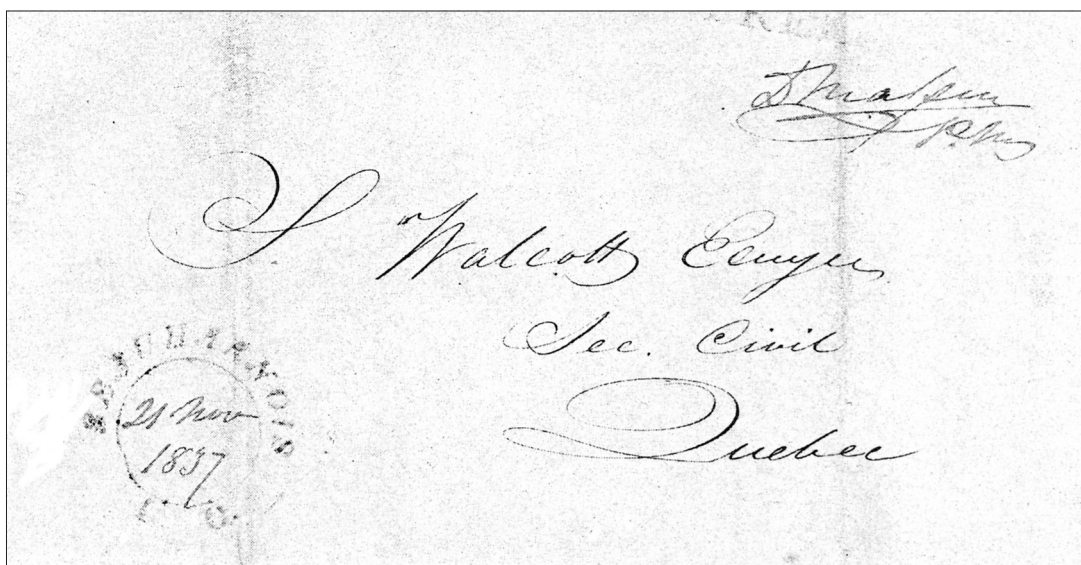


Illustration 2 : Utilisation de la franchise postale par le maitre de poste Damase Masson, en date du 21 novembre 1837. À noter sa signature en haut à droite faisant état de cette franchise. [Source : BAC, RG4-A1, vol. 524, n° 1916]

Marc-Damase Masson, patriote

Au moment de la rébellion de 1837, Masson se range sur l'heure du côté des patriotes. Sa position dans le commerce à ce moment est florissante et, malgré ses convictions, il attend au second soulèvement de 1838 pour s'impliquer activement. Masson agit à titre d'interprète pour les patriotes auprès des autorités britanniques¹ lors des négociations de libération de certains d'entre eux. Son implication dans le mouvement patriote lui sera coûteuse. Ses propriétés sont détruites par les soldats et il perd le fruit de nombreuses années de labeur.

Troisième maitre de poste de Beauharnois

Le bureau de poste de Beauharnois avait été ouvert le 6 avril 1829 avec Thomas McDonald comme maitre de poste. Marc-Damase Masson prend la relève de Robert H. Norval, deuxième maitre de poste, comme responsable de la poste à partir du 6 octobre 1832.

Dans ses tâches de maitre de poste, il est assisté par deux commis : R.D. Beaubien (1833) et N. Laviolette (1834). Sa commission annuelle est de £5-10-0 (1833) et £5-12-3 (1834). Nous croyons que le bureau de poste était situé dans son commerce.

Revenus du bureau de poste de Beauharnois

1832	1833	1834
£17-12-2	£23-17-8	£22-4-5

Au cours des premiers soulèvements en 1837, la tendance patriotique de Masson est sentie par T.A. Stayner, le grand responsable de la poste au Canada, qui demande à l'ensemble des maitres de poste d'être loyaux envers l'administration en place. Comme mentionné, le beau-père de Masson est le notaire André Jobin, maitre de poste de Sainte-Geneviève et patriote bien connu. Son cousin, le D^r Luc Hyacinthe Masson est aussi maitre de poste à Saint-Benoît. Ce dernier sera exilé aux Bermudes suite aux troubles de la rébellion.

Damase Masson utilise son privilège de franchise postale lorsqu'il correspond pour ses besoins personnels et professionnels (Illustration 2). Pendant son mandat il se sert de l'empreinte postale de type double cercle (Illustration 3).



Illustrations 3 : Le premier tampon de type double cercle de Beauharnois et ce même tampon après nettoyage et retraceage. Utilisé de 1832 à 1838. [Source : BAC, RG4-A1, vol. 410, n° 1142]

T.A. Stayner obtient la permission des autorités du *General Post Office* de Londres de démettre de leurs fonctions, s'il le juge approprié, tous les maitres de poste du Bas-Canada et du Haut-Canada qui participent à des activités patriotiques⁴. Il n'a d'autre choix que de démettre Masson pour sa participation à la cause des patriotes, aussitôt qu'il aura trouvé un autre député pouvant remplir la fonction de maitre de poste. Masson fut démis de ses fonctions probablement à la fin janvier 1838.

À cet effet nous avons copié d'une correspondance datée du 16 mars 1838 adressée au colonel Rowan, secrétaire civil à Montréal. Le pli est estampillé avec un double cercle et chargé au tarif de 4 ½ pence. Si Masson avait été maitre de poste à ce moment il aurait eu droit à la franchise postale⁵.

De la fin janvier 1838 à la nomination du nouveau maitre de poste John Ross en date du 18 décembre 1839⁶, le service postal à Beauharnois s'est poursuivi. Nous croyons que la poste a été assurée par un des anciens commis de Damase Masson.

Quelques années plus tard, en 1846, Damase Masson réclame la somme de 1 046 £ comme dédommagement pour les troubles de 1837-1838. La réponse de la Commission stipule « qu'après une investigation soignée, les commissaires sont unanimement d'opinion, que le requérant ne peut pas être rangé dans la catégorie des personnes loyales dans l'intérêt desquelles l'Ordonnance »⁷.

Transport des malles

En 1832, une nouvelle route postale s'ouvre entre Montréal et Fort Covington à la frontière américaine. Le trajet de 66 milles est opéré par le service de diligence *Schuyler & Thatcher* à raison de trois fois par semaine⁸. Une route de traverse entre Beauharnois et Châteauguay, d'une distance de 9 milles et qui relie la ligne principale, est en opération depuis 1829. Un contrat est octroyé à Andrew Lang pour 26 £ en 1839. Le trajet se fait 3 fois par semaine, à cheval, à raison d'une heure ¾ aller-retour⁶.

Bibliographie

Labelle, Marcel, *L'Insurrection des patriotes à Beauharnois en 1838 [Une révolte oubliée]*, Éditions du Septentrion, Québec, 2011, 287 p.

Fauteux, Aégidius, *Patriotes de 1837-1838*, Éditions des Dix, Montréal, 1950, 433 p.

1 Frank Mackey, *Steamboat Connections : Montreal to Upper Canada, 1816-1843*, McGill-Queen's University Press, Montréal, 2000, p. 160-161. La photographie apparaît à la page 161 et il est mentionné qu'elle provient de l'ouvrage *The Canadian Album* par J. Castel Hopkins et que la photo est de Richard Arless jr.

2 Andrée Désilets, « Masson, Marc-Damase », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. X, 1871-1880; http://www.biographi.ca/fr/bio/masson_marc_damase_10F.html

3 Cimon Morin, « La poste à Beauharnois », *Les Cahiers de l'Académie*, vol. XV, Académie québécoise d'études philatéliques, 2008, p. 197.

4 BAC, RG3, vol. 2746, dossier 119. Autorisation mentionnée dans une lettre en date du 6 février 1838 en provenance du secrétaire du *General Post Office*.

5 BAC, RG4-A1, vol. 532, n° 2008. L'auteur Frank Mackey, *ibid*, p. 155 précise que Damase Masson est relevé de ses fonctions de maitre de poste en janvier 1839. Toutefois la lettre du 16 mars 1838 n'a pas été envoyée en franchise postale ce qui nous permet de croire que Masson n'était plus en poste à cette date.

6 *Rapport des Commissaires nommés pour faire une enquête sur les affaires du département des Postes*. Le rapport des commissaires est en date du 31 décembre 1841 et publié dans les *Journaux de la Chambre d'Assemblée*, annexe F, 1846, sections D-29.

7 BAC, RG19-E-5b, vol. 5465. Document intitulé «Lower Canada Rebellion Losses Claims, 1846».

8 *Report of the Special Committee of the House of Assembly on the Post Office Department in the Province of Lower Canada*, House of Assembly, Québec, 1832, p. 36.